

<https://www.pressegauche.org/Francois-Legault-un-deal-maker-indifferent-a-l-environnement-et-aux-inegalites>



François Legault, un « deal maker » indifférent à l'environnement et aux inégalités sociales



- Politique québécoise - Politique -
Date de mise en ligne : mardi 29 janvier 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Lors de son récent voyage en France, le premier ministre du Québec François Legault a affirmé que sa mission était économique avant tout et qu'il était un « deal maker ». Il ne saurait dire mieux, sa politique vise en effet à enlever toutes les contraintes aux entreprises afin de leur assurer le maximum de liberté et de profits, au détriment bien sûr de toute considération environnementale, même minimale.

Durant la campagne électorale, il a fait la promotion d'un troisième lien routier à Québec ainsi que de la prolongation de diverses autoroutes tout en se disant en accord avec les cibles environnementales actuelles qui n'atteignaient pourtant que 8% de réduction des GES par rapport aux 20% prévus pour 2020. C'est sans surprise que le consortium des groupes environnementaux avait placé la CAQ au dernier rang.

Sa première décision comme chef du gouvernement a été de répondre aux pressions des chambres de commerce et de rouvrir la piste Caribou du Parc national du Mont-Tremblant aux motoneiges. Cette pratique n'est plus permise dans les parcs nationaux au Québec depuis l'an 2000, mais la piste Caribou n'avait été fermée qu'en 2013, afin de permettre au gouvernement du Québec de répondre aux pressions des lobbyistes et de réaliser un réseau de 450 km de sentiers en périphérie du parc au coût de 3 millions\$.

Sa décision récente de rejeter l'idée de mener une évaluation globale de l'imposant projet qui vise à acheminer du gaz de l'Ouest canadien au Québec est cependant la plus révélatrice des intérêts qu'il défend et en même temps la plus dommageable pour notre avenir. « *Dans les faits, le ministre et les promoteurs savent très bien que le mégaprojet ne passerait pas le test global s'il était évalué dans son ensemble. Les marchands d'énergie sale sont passés maîtres dans l'art de tourner les coins ronds pour échapper aux examens gouvernementaux. Loin d'être le chien de garde dont le Québec a besoin, le ministre Charette vient d'échouer à son premier test* », avait déclaré Manon Massé.

Nature Québec considère en effet que la société en commandite GNL Québec use d'artifices légaux pour éviter une évaluation globale des deux sociétés (Gazoduc et Énergie Saguenay), dont elle est l'actionnaire majoritaire. Le fait que le gouvernement Legault s'en tienne à une position morcelée, l'une sous l'autorité fédérale et l'autre uniquement en territoire québécois, entraîne nécessairement des conclusions à la baisse et une accessibilité du projet.

Cette position est intenable d'autant plus qu'il s'agit de la même compagnie et d'un seul projet. L'évaluation doit donc être globale et inclure les émissions de GES en amont et en aval, le pipeline gazier, l'usine de GNL, le terminal et le transport maritime.

Les groupes environnementaux réclament aussi du gouvernement Legault qu'il fasse appliquer l'entente 2010 qui prévoit l'établissement d'une commission d'examen conjoint Québec-Ottawa dans des projets qui touchent les deux juridictions.

En décembre dernier le premier ministre limogeait sa toute nouvelle ministre de l'environnement Marie Chantal Chassé à cause de son inexpérience médiatique et du fait qu'elle était incapable de défendre les positions du gouvernement. Le nouveau ministre Benoit Charrette a immédiatement réitéré l'appui de son gouvernement au projet de construction d'un troisième lien routier entre Québec et Lévis, projet qui mettra en péril les terres agricoles parmi les meilleures au Québec, favorisera l'étalement urbain, ce qui augmentera par conséquent les émissions de CO₂, responsables du réchauffement planétaire. On se demande pourquoi il y a un ministère de l'environnement.

Peut-on être étonnés de la décision de François Legault de ne pas participer à la réunion du COP24 qui se tenait en décembre dernier à Katowice en Pologne ? Selon lui il s'agissait de discussions techniques.

Mais il participe au Forum Économique Mondial de Davos, financé par les plus importantes entreprises du monde, où se réunit le gratin mondial des possédants et des dirigeants politiques, ceux qui en fin de compte sont responsables de la crise environnementale planétaire et du renforcement des inégalités.

Legault semble guidé par l'obsession de promouvoir le Québec comme un lieu ouvert aux investissements des multinationales. Il profite de ses différentes rencontres avec les dirigeants des multinationales pour vanter les avantages que souhaite leur offrir son gouvernement : fiscalité plus que compétitive, disponibilité d'une main-d'oeuvre abordable et qualifiée, coûts peu élevés de l'électricité au Québec, sans parler de la possibilité pour ces entreprises d'utiliser le Québec comme porte d'entrée sur le continent nord-américain.

À Davos, il a tenté de séduire ainsi des investisseurs et de diversifier ses marchés d'exportations, car aujourd'hui 70% des exportations québécoises se font aux États-Unis. Livrer l'économie du Québec aux ambitions des multinationales et à leurs choix sur notre avenir économique, sans se poser une seule fois la question de l'importance de la transition énergétique, sans se préoccuper en quoi que ce soit des inégalités et de la concentration des richesses dans les mains des affairistes qu'il admire tant, voilà le coeur des motivations du premier ministre François Legault. C'est pourquoi il s'oppose à l'augmentation du salaire minimum à 15\$ de l'heure. C'est pourquoi il écarte totalement une réforme de la fiscalité qui viserait une redistribution des richesses. Voilà le coeur des ambitions politiques qui le motivent et le mobilisent. C'est pourquoi, il ne faut pas s'étonner de le voir endosser des habits de commis voyageur au service du grand capital.